



Tours, le 2 décembre 2016

Monsieur le Président,

Au prétexte de réduction des dépenses publiques, la casse du service public s'accélère. La Direction Générale des Finances Publiques est durement touchée avec 37 000 disparitions d'emplois depuis 13 ans.

La loi de finances pour 2017 est hélas sans surprise et prévoit encore 1 630 emplois supprimés.

En Indre et Loire, ce sont 143 emplois supprimés depuis 2009 et 15 de plus pour 2017.

Nos postes et services sont détruits les uns après les autres par le biais de fusions ou restructurations.

Il résulte de cette situation catastrophique que les agents des finances ne peuvent plus assurer un service public de qualité et souffrent au travail pendant que les usagers sont invités à se débrouiller seuls et à ne plus venir déranger les agents.

À plusieurs reprises, nous vous avons interpellé sur cette situation, nous vous avons alerté sur le profond malaise et la colère de nos collègues et qu'avez-vous fait ?

Lors de la journée d'action du 15 novembre, nous étions 30 % en grève (5 points au-dessus du taux national) avec de nombreux postes et services fermés.

Les organisations syndicales ont décidé de boycotter la première convocation au CTL du 21/11/2016. Vous nous re-convoquez ce jour sans avoir mis à profit ce délai supplémentaire pour prendre en compte les revendications des personnels.

Combien de temps encore allez-vous ignorer la réalité et faire comme si tout allait bien ?

Quand allez-vous écouter les agents ?

L'heure ne semble toujours pas venue pour vous de donner des réponses à nos demandes, et questions, qui restent vaines à ce jour.

*- Toujours pas de fiche technique détaillant l'ensemble des situations et de leurs conséquences aussi bien en termes indemnitaires qu'en termes de règles de gestion pour les agents qui vont subir les prochaines restructurations.

*- Toujours pas de retour sur les réunions « Accueil », tant pour les agents concernés que pour leurs représentants syndicaux.

*- Toujours pas de communication sur l'organisation liée à l'arrivée de TBS au Champ Girault.

*- Toujours pas de lisibilité sur les modalités pratiques et le calendrier de la création de la Trésorerie Hospitalière Départementale.

*- Toujours pas d'information sur le devenir de la mission domaniale et de ces conséquences sur les collègues.

Nous sommes là pour défendre le service public, nos missions et les agents, et non pour écouter la lecture de documents et participer à l'autosatisfaction locale. Ce manque réel de dialogue social ne peut rencontrer que notre opposition.

C'est pourquoi nous ne siégerons pas à ce CTL et réitérons nos demandes.

Dans le cadre des prochaines restructurations, nous demandons que le 12 décembre, date de la reconvoque de la CAPL LA de C en B, se tiennent aussi des CAPL de mutation pour tous les agents impactés.